



Après 6 ans, le projet OPP-ERA qui se clôture aujourd'hui, a permis de grandes avancées dans la prise en charge des malades atteints du VIH/SIDA en améliorant l'accès à la mesure de la charge virale VIH en Côte d'Ivoire

Cérémonie de clôture du projet OPP-ERA le 26 juillet à 8h00
Présentation des résultats et passage de relais aux autorités ivoiriennes
NSA Hôtel Bassam - Grand-Bassam Route de Bonoua, Quartier résidentiel

Abidjan, le 26 juillet 2019. Le projet OPP-ERA soutenu et financé par Unitaid, qui a contribué à élargir l'accès à des tests de charge virale VIH à un coût abordable en Côte d'Ivoire, se termine après 6 années d'activité. Il aura permis de réaliser des avancées significatives : sensibilisation des malades, dotation d'équipements nécessaires à la mesure de la charge virale de plusieurs laboratoires de référence, multiplication des sites de prise en charge des personnes vivants avec le VIH et formation des professionnels de santé. Les activités mises en œuvre dans le cadre d'OPP-ERA seront poursuivies par les autorités ivoiriennes, partie prenante du projet depuis ses débuts.

En Côte d'Ivoire, le projet OPP-ERA a permis d'améliorer significativement l'accès à la charge virale à travers les plateformes ouvertes et polyvalentes

La mesure de la charge virale est le seul moyen de vérifier le succès du traitement contre le VIH. Les difficultés d'accès à la charge virale compromettent les efforts mondiaux pour traiter les personnes vivant avec le VIH. En 2014, l'ONUSIDA a fixé l'objectif « 90x90x90 » pour que d'ici 2020, 90% de toutes les personnes vivant avec le VIH puissent connaître leur statut sérologique, 90% des personnes diagnostiquées séropositives aient initié un traitement contre le VIH et 90% des personnes traitées aient une charge virale indétectable, preuve du maintien d'un traitement efficace.

Le projet OPP-ERA s'inscrit dans ces objectifs, par la mise à disposition d'une technologie innovante fondée sur l'utilisation de plateformes polyvalentes ouvertes. Mis en œuvre au Burundi, au Cameroun, en Côte d'Ivoire et en Guinée depuis mars 2013, il favorise l'accès à un système ouvert innovant de techniques de biologie moléculaire pour les laboratoires qui permet de mesurer la charge virale du VIH.

« Avant le projet OPP-ERA, la couverture en tests de mesure de la charge virale en Côte d'Ivoire était quasiment inexistante. Selon le plan stratégique national 2016-2020 du Programme Nationale de Lutte contre le SIDA, seulement 14% des personnes infectées par le VIH et sous traitement antirétroviral bénéficiaient d'un test de charge virale en 2014. Aujourd'hui, on estime que 66% des malades ont bénéficié de ce test » Jean Claude AGAMAN, Coordinateur du Projet OPPERA en Côte d'Ivoire.

Les réalisations du projet OPP-ERA en Côte d'Ivoire

En Côte d'Ivoire, le projet OPP-ERA a été mis en œuvre par Expertise France, grâce à son bureau de coordination locale à Abidjan, en collaboration avec le Ministère de la Santé et de l'Hygiène publique, des partenaires scientifiques et du PEPFAR.

Le projet OPP-ERA a permis d'équiper trois laboratoires, le Centre de diagnostic et de recherche sur le SIDA et les autres maladies infectieuses (CeDReS) à Treichville, le Centre de Prise en charge de Recherche et de Formation (CePReF) à Yopougon, et le Centre Hospitalier Régional de Daloa, par des plateformes polyvalentes.



Entre 2014 et 2018, dans le cadre du projet OPP-ERA plus de 71 000 charges virales ont été réalisées en Côte d'Ivoire. Depuis 2016, le CePreF a réalisé 11 661 charges virales dont 9718 charges virales indétectables (83.3%). Le CeDReS a réalisé 35 822 charges virales dont 28 508 indétectables (79.5%).

Le projet OPP-ERA a également permis de former le personnel de laboratoire et de favoriser les échanges d'expériences entre les pays d'intervention du projet (Guinée, Burundi, Cameroun et Côte d'Ivoire) : 7 personnes du CeDReS et du CePreF ont été formées dont 5 habilitées à la réalisation de la charge virale sur plateforme polyvalente ouverte (OPP) et un processus d'accréditation des laboratoires est en cours. De plus, 2 personnes du CHR de Daloa, 5 Burundais et 3 Guinéens ont été formés au CEDRES.

Ce projet prend fin dans le pays au 31 juillet 2019 et les dernières activités déployées visent à assurer la transition et la reprise des activités par le *Programme Nationale de Lutte contre le SIDA* avec le soutien du Fonds mondial et l'appui technique des différentes directions. Une cérémonie de clôture se tiendra le 26 juillet 2019.

####

Contacts presse :

Anaïs Rieu, Expertise France +33 1.70.82.71.12, presse@expertisefrance.fr

Jean Claude Kouadio +225 08 80 24 04, jean-claude.agaman@expertisefrance.fr

Sarah Mascheroni, Unitaid : +41 79 728 73 11, mascheronisa@unitaid.who.int

Séverine Ciancia, ANRS : + 33 1 53 94 60 30/ information@anrs.fr

OPP-ERA : Financé par Unitaid, le projet OPP-ERA est cofinancé et mis en œuvre par un consortium de partenaires français : Solthis (Solidarité Thérapeutique et Initiatives pour la Santé), chef de file et responsable de la mise en œuvre en Guinée ; l'ANRS, chargée de la direction scientifique et de la valorisation des résultats ; Expertise France responsable de la mise en œuvre en Côte d'Ivoire et au Cameroun ; et Sidaction responsable de la mise en œuvre au Burundi. En savoir plus sur le projet OPP-ERA : <https://opp-era.org/>

Unitaid apporte le pouvoir des nouvelles découvertes médicales aux personnes qui en ont le plus besoin et prépare le terrain pour le déploiement à grande échelle de nouveaux produits de santé en collaborant avec les gouvernements et des partenaires comme le PEPFAR, le Fonds mondial et l'OMS. Unitaid investit dans de nouveaux moyens pour prévenir, diagnostiquer et traiter des maladies telles que le VIH/sida, l'hépatite C, la tuberculose et le paludisme de manière plus rapide, plus abordable et plus efficace. Un nombre croissant de nos programmes porte sur plus d'une maladie, ce qui maximise l'efficacité des systèmes de santé.

www.unitaid.org

Expertise France est l'agence publique de la coopération technique internationale française. L'agence intervient autour de quatre axes prioritaires : gouvernance démocratique, économique et financière ; sécurité et stabilité des pays en situation de crise / post-crise ; développement durable ; renforcement des systèmes de santé, protection sociale et emploi. Dans ces domaines, Expertise France assure des missions d'ingénierie et de mise en œuvre de projets de renforcement des capacités, mobilise de l'expertise technique et joue un rôle d'ensemblier de projets faisant intervenir de l'expertise publique et des savoir-faire privés. Pour plus d'informations :

www.expertisefrance.fr

